

PLAN LOCAL D'URBANISME

03U14

Rendu exécutoire
le



ACTES ADMINISTRATIFS

Date d'origine :
Février 2017

0

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **7 Avril 2016**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **2 Mars 2017**

Urbanistes :

Mandataire : ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL
Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3 bis, Place de la République - 60800 CREPY-EN-VALOIS
Téléphone : 03 44 94 72 16 - Fax : 03 44 39 04 61
Courriel : Nicolas.Thimonier@arval-archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb)

Participation financière : Conseil Départemental de l'Oise



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 10
Présents : 7
Représentés : 0
Votants : 7

Séance du 10 octobre 2013

Date de convocation
19 septembre 2013

L'an deux mille treize, le 10 octobre à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Objet de la délibération :
**Elaboration du Plan
Local d'Urbanisme --
Prescription et définition
des modalités de la
concertation**

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. HIDEE Gérard, M. DAUBRESSE Daniel, Mme PHILIPPE Valérie, M. BERTIN Arnaud, M. COURTIER Denis, Mme VALLET Patricia, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Ont donné pouvoir : Néant.

Excusés : Mme BAPTISTA Cathy, Mme PAVEAU TARDIEU Marie Pier, Mme DUCA Céline

Absent :

A été désigné secrétaire de séance : M. HIDEE Gérard

Monsieur le Maire présente l'intérêt pour la commune de se doter d'un plan local d'urbanisme. En vue de favoriser le renouvellement urbain et préserver la qualité de vie de l'ensemble du territoire, il importe que la commune réfléchisse sur les orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durables. Il apparaît nécessaire de définir clairement l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune.

Vu la loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;

Vu la loi du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat,

Vu le décret du 27 mars 2001, modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;

Vu la loi "Grenelle II" ou loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement

Vu le code de l'urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, avec 6 voix pour et une abstention décide :

1- de prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU) sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme et ce en vue de :

- Préserver le cadre rural et naturel de la commune et notamment les espaces de jardins propre aux paysages ruraux ;
- Prendre les moyens du maintien du niveau démographique actuel et permettre un développement raisonnable de la population ;
- Développer l'urbanisation future de manière raisonnée en privilégiant l'organisation de la densification du territoire et la maîtrise de l'étalement urbain ;
- Favoriser la protection et la valorisation du cadre de vie ainsi que des espaces naturels et agricoles ;

2- de charger la commission municipale des travaux du suivi de l'étude du plan local d'urbanisme ;

3- de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-10, R 123-16 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;

4- de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- Mise à disposition du public d'un dossier d'études notamment les plans et les comptes rendu de séance en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants ;
- Présentation en réunion publique ;
et de charger M. le Maire de l'organisation matérielle de ladite concertation ;

5- de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat ;

6- de solliciter l'Etat et le Département pour qu'une dotation soit allouée à la commune afin de couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du P.L.U. ;

7- d'inscrire au budget les crédits destinés au financement des dépenses relatives à l'élaboration du P.L.U.

Conformément à l'article L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée à :

- M. le Préfet de Picardie
- M. le Préfet de l'Oise
- M. le Président du Conseil Régional
- M. le Président du Conseil Général
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture
- M. le Président de la Chambre des Métiers
- M. le Président de la Communauté de Communes du Pays de Valois gestionnaire du SCoT
- Aux présidents des Syndicats de transports intéressés : SMTCO
- Aux présidents des Etablissements Publics intéressés (EPFLO)
- Aux maires des Communes limitrophes.

Conformément aux articles R123-24 et R123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- d'une publication dans le journal « Oise agricole »
- d'un affichage en mairie pendant un mois

Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme
Le Maire : Bertrand OURY



Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le 25/11/13
et affichée le 25/11/13
Le Maire
[Signature]

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 11
Présents : 7
Représentés : 0
Votants : 7

Séance du 22 janvier 2015

Date de convocation
13/01/2015

L'an deux mille quinze, le 22 janvier à dix-neuf heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Objet de la délibération :
PLU - PADD

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. DAUBRESSE Daniel, M. PATORA Christian, M. BERTIN Arnaud, Mme PHILIPPE Valérie, Mme PAVEAU TARDIEU Marie Pier, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Excusés : Mme VALLET Patricia, Mme BELHOMME Tracy, Mme BAPTISTA Cathy

Absent : M. FAROT Teddy

A été désignée secrétaire de séance : Mme DUCA Céline

Monsieur le Maire a présenté le PADD au Conseil Municipal sous ses aspects population (constat et orientation), habitat (constat et orientation), activités économiques (constat et orientation), fonctionnement – équipements – loisirs (constat et orientation), déplacements – circulation – réseaux (constat et orientation), site – paysage (constat et orientation) et environnement (constat et orientation).

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal a adopté ledit projet élaboré par l'Agence ARVAL, mandataire.

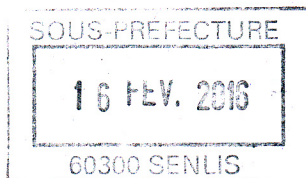
Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le
et affichée le

18/02/2016
Le Maire



Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme.

Le Maire : Bertrand OURY



Arrêté préfectoral portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas
prévu à l'article R. 104-8 1 du code de l'urbanisme
du plan local d'urbanisme de La Villeneuve Sous Thury

Le Préfet de l'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement Européen et du Conseil concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-3, R.104-1 à R.104-33 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Didier MARTIN, Préfet de l'Oise ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la commune de La Villeneuve Sous Thury le 16 novembre 2015, concernant la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Considérant que la commune de La Villeneuve Sous Thury (173 habitants en 2012) prévoit la création de 15 logements supplémentaires (zones UA), l'aménagement d'un cimetière (zone Np) et l'aménagement d'un espace de loisirs (zone NL) ;

Considérant que la commune est concernée par une zone à dominante humide, des bio-corridors intra ou inter forestier et qu'elle se situe à 10 km du site Natura 2000 le plus proche, la zone de protection spéciale « Forêt picarde : massif des trois forêts et bois du roi » ;

Considérant que la commune est concernée par le périmètre éloigné du captage d'alimentation en eau potable d'Autheuil Valois ;

Considérant que la zone à dominante humide, les bio-corridors intra ou inter forestier, le périmètre du captage AEP sont protégés par un classement en zone naturelle dans le PLU et que la zone Natura 2000 la plus proche est distante de 10 km ;

Considérant que le PLU a pour conséquence la destruction potentielle de 1,35 hectare de prairies situées en milieu urbain (1 hectare en zone UA, 0,1 hectare en zone NL et 0,3 hectare en zone Np), mais qu'il préservera les prairies de fond de jardin (2,2 hectares classés en zone UAj) et les prairies agricoles (1,4 hectare classé en zone A) de la commune ;

Considérant que la mise en œuvre de l'élaboration du PLU de La Villeneuve Sous Thury n'est pas susceptible d'entraîner des effets notables sur l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La procédure d'élaboration du PLU de La Villeneuve Sous Thury n'est pas soumise à évaluation environnementale stratégique.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-8 1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord-Pas-De-Calais Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site Internet de la préfecture de l'Oise.

Beauvais, le

15 JAN. 2016

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours

Recours gracieux (formé dans le délai de deux mois) :

Monsieur le préfet du département de l'Oise

1, place de la Préfecture - 60 022 Beauvais cedex

Recours contentieux (formé dans le délai de deux mois) :

Tribunal administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier - 80 011 Amiens cedex

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 10
Présents : 7
Représentés : 0
Votants : 7

Séance du 07 avril 2016

Date de convocation
24 mars 2016

L'an deux mille seize, le 07 avril à dix-neuf heures quarante-cinq, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Objet de la délibération :
Bilan de la concertation avec le
public - PLU

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. DAUBRESSE Daniel, M. PATORA Christian, M. BERTIN Arnaud, Mme PHILIPPE Valérie, Mme BAPTISTA Cathy, Mme VALLET Patricia, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Ont donné pouvoir : Néant.

Excusés : Mme PAVEAU TARDIEU Marie Pier, Mme DUCA Céline,
M. FAROT Teddy

A été désigné secrétaire de séance : M. BERTIN Arnaud

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des modalités selon lesquelles la concertation s'est effectuée tout au long de l'élaboration du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.300-2 (devenus articles L.103-2 à L.103-4 à compter de janvier 2016) ;

Vu la délibération du Conseil municipale en date du 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et précisant les modalités de concertation ;

Vu les conclusions du débat tenu au sein du Conseil Municipal le 22 janvier 2015 ;

Considérant le bilan de la concertation présenté par M. le Maire qui expose :

- Que des informations ont été mises à la disposition des habitants en mairie, qui ont eu la possibilité de faire part de leurs observations sur un registre ouvert jusqu'à ce jour,
- Qu'un bulletin municipal « Spécial sur l'élaboration du PLU et le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables » a été diffusé dans tous les foyers en février 2015 ;

- Que les éléments du projet communal traduit dans le projet de PLU ont été exposés lors de la réunion publique qui s'est tenue à la salle communale le 12 mars 2015 ;

Considérant qu'il n'y a pas eu d'autres observations formulées ;

**Après en avoir délibéré,
DECIDE**

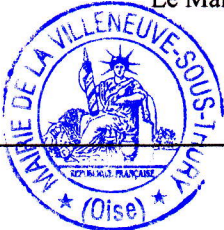
- Que les modalités de la concertation telles que définies dans la délibération en date du 10 octobre 2013 ont bien été mises en œuvre,
- De tirer de cette consultation un bilan positif, aucune observation défavorable, de nature à remettre en cause le contenu du projet communal, n'ayant été recueillie ou exprimée dans le cadre de la concertation ;

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant 1 mois ;

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le 18.01.2016
et affichée le 14.01.2016

Le Maire



Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme.

Le Maire : Bertrand OURY



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 10
Présents : 7
Représentés : 0
Votants : 7

Date de convocation
24 mars 2016

Objet de la délibération :
ARRET DU PROJET PLU

Séance du 07 avril 2016

L'an deux mille seize, le 07 avril à dix-neuf heures quarante-cinq, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. DAUBRESSE Daniel, M. PATORA Christian, M. BERTIN Arnaud, Mme PHILIPPE Valérie, Mme BAPTISTA Cathy, Mme VALLET Patricia, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Ont donné pouvoir : Néant.

Excusés : Mme PAVEAU TARDIEU Marie Pier, Mme DUCA Céline, M. FAROT Teddy

A été désigné secrétaire de séance : M. BERTIN Arnaud



Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.123-9 (article L.153-16 depuis janvier 2016) ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays de Valois approuvé en date du 29 septembre 2011, avec lequel le PLU doit être compatible ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et précisant les modalités de la concertation ; en précisant les objectifs poursuivis, à savoir : préserver le cadre rural et naturel de la commune et notamment les espaces de jardins propre aux paysages ruraux ; prendre les moyens du maintien du niveau démographique actuel et permettre un développement raisonnable de la population ; développer l'urbanisation future de manière raisonnée en privilégiant l'organisation de la densification du territoire et la maîtrise de l'étalement urbain ; favoriser la protection et la valorisation du cadre de vie ainsi que des espaces naturels et agricoles ;

Vu les conclusions du débat tenu au sein du Conseil municipal le 22 janvier 2015 ;

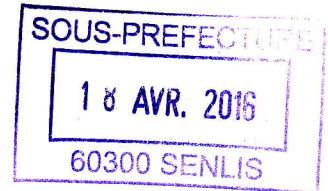
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 07 avril 2016 tirant le bilan de la concertation réalisée ;

Vu le projet de PLU qui comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation le règlement et des annexes ;

Considérant que le projet de PLU est prêt à être soumis pour avis aux personnes publiques qui sont associées à son élaboration, ainsi que, à leur demande, aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :



Le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune est **arrêté** ;

Ce projet de PLU sera soumis, conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme (devenu article L.153-16 à compter de janvier 2016), pour avis aux personnes publiques qui sont associées à son élaboration, ainsi que, à leur demande aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés. Ces personnes donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard 3 mois après transmission du projet de Plan ; à défaut, ces avis sont réputés favorables.

La présente délibération sera transmise au Sous-Préfet et affichée pendant 1 mois en Mairie.

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le 18.04.2016
et affichée le 14.04.2016
Le Maire



Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme.

Le Maire : Bertrand OURY



DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

07/10/2016

N° E16000184 /80

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

Vu enregistrée le 29 septembre 2016, la lettre par laquelle le maire de La Villeneuve sous Thury (Oise) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- l'élaboration du plan local d'urbanisme de La Villeneuve sous Thury ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Jacqueline LECLERE, retraitée de la CPAM de l'Oise, est désignée en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Madame Frédérique FAGES, ingénieur environnement, est désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : La commune de La Villeneuve sous Thury versera dans le délai d'un mois, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, une provision d'un montant de 500 euros.

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, les commissaires enquêteurs sont autorisés à utiliser leur véhicule sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

ARTICLE 5 : La présente décision sera notifiée au maire de La Villeneuve sous Thury, à Madame Jacqueline LECLERE et à Madame Frédérique FAGES, et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Amiens, le 07/10/2016

Le Président,



Didier MESOGNON

**DEPARTEMENT DE L'OISE
ARRONDISSEMENT DE SENLIS
CANTON DE BETZ
MAIRIE DE LA VILLENEUVE SOUS THURY**

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME Mise à l'Enquête Publique
--

Le Maire de La Villeneuve Sous Thury,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1, L 123-10, et R 123-19 (devenus L.151-1 et suivants, L.153-19 à L.153-21, article R153-8, au 1^{er} janvier 2016) qui indique notamment que l'enquête publique se déroulera dans les formes prévues par les articles R 123-7 à R123-23 du code de l'environnement;

Vu la délibération municipale en date 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme et les modalités de la concertation sur l'ensemble du territoire communal

Vu la délibération du Conseil Municipal en date 07 avril 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de plan local d'urbanisme ;

vu la décision en date du 07 octobre 2016 de Monsieur le président du Tribunal Administratif d'AMIENS désignant Madame Jacqueline LECLERE en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire et Madame Frédérique FAGES en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant ;

vu le projet de plan local d'urbanisme arrêté, les avis émis sur le projet par les collectivités ou organismes associés ou consultés et le porter à connaissance du préfet

vu la décision préfectorale du 15 janvier 2016 de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme sur la commune de LA VILLENEUVE SOUS THURY,

ARRETE :

Article 1er

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté N° 02/2016 pris le 20 octobre 2016,

Article 2

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du projet de plan local d'urbanisme arrêté pour une durée de 36 jours consécutifs à partir du Jeudi 17 novembre 2016 jusqu'au Jeudi 22 décembre 2016 inclus,

Article 3

Madame Jacqueline LECLERE retraitée de la CPAM de l'Oise a été désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur titulaire par M le président du tribunal administratif

Madame Frédérique FAGES exerçant la profession d'Ingénieur Environnement
a été désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur suppléant par M le président du tribunal
administratif

Article 4

Le projet de plan local d'urbanisme arrêté, les avis émis sur le projet par les collectivités ou organismes associés ou consultés et le porter à connaissance du préfet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de La Villeneuve Sous Thury pendant 36 jours consécutifs du Jeudi 17 novembre 2016 au Jeudi 22 décembre 2016 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au Commissaire enquêteur qui les visera et les annexera audit registre à l'adresse suivante : Mairie de La Villeneuve Sous Thury 29 rue Bordet 60890 LA VILLENEUVE SOUS THURY

Pendant l'enquête publique, toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

Article 5

Le commissaire enquêteur recevra en Mairie le Jeudi 17 novembre 2016 de 15h à 17h, le Samedi 10 décembre 2016 de 10h à 12h et le Jeudi 22 décembre 2016 de 16h à 18h

Article 6

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la commune de La Villeneuve Sous Thury le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

Article 7

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au préfet du département de l'Oise et au Président du tribunal administratif.

Le public pourra consulter ce rapport et ces conclusions à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an.

Article 8

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par le soin du Maire :

- quinze jours au moins avant le début de celle-ci
- et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête

en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département désignés ci-après :

Oise Hebdo
Oise Agricole

Cet avis sera affiché notamment à la Mairie et autres lieux fréquentés par le public et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de La Villeneuve Sous Thury

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête. En ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion

Article 9

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Article 10

Copie du présent arrêté sera adressée :

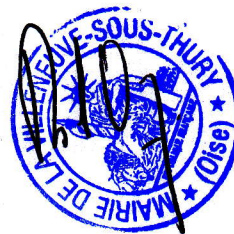
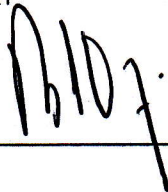
- au Commissaire-Enquêteur titulaire et au Commissaire-Enquêteur suppléant
- le Préfet de l'Oise ou au Sous-Préfet de Senlis

Fait en Mairie le 15 novembre 2016

Le Maire
Bertrand OURY

Le Maire soussigné certifie le
caractère exécutoire du présent
arrêté affiché le 15/11/2016

Le Maire,
Bertrand OURY



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers

en exercice : 10

Présents : 8

Représentés : 0

Votants : 8

Séance du 02 mars 2017

Date de convocation

16 février 2017

L'an deux mille dix-sept, le 02 mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Objet de la délibération :

Elaboration du plan local

d'urbanisme –

Modifications proposées

au PLU avant

son approbation

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. DAUBRESSE Daniel, Mme PHILIPPE Valérie, Mme BAPTISTA Cathy, Mme PAVEAU TARDIEU Marie-Pier, M BERTIN Arnaud, M. PATORA Christian et Mme VALLET Patricia, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Excusés : Mme DUCA Céline, M. FAROT Teddy

A été désigné secrétaire de séance : Mme PHILIPPE Valérie



Monsieur le Maire,

- rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le plan local d'urbanisme a été élaboré - - précise qu'il convient maintenant de mettre en œuvre la procédure d'approbation, mais que préalablement à son approbation il y a lieu d'apporter quelques rectifications suites à la consultation des personnes publiques et à l'enquête publique.

- présente les propositions de modifications

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants (L.151-1 et suivants et L.153-8 et suivants depuis janvier 2016), R 123-1 et suivants (r.151-1 et suivants et R.153-1 et suivants depuis janvier 2016),

Vu la délibération municipale en date du 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal et fixant les modalités de la concertation à engager avec la population,

Vu le débat organisé le 22 janvier 2015 au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 07 avril 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de plan local d'urbanisme ;

Vu les avis émis par les personnes publiques ;

Vu l'arrêté municipal n° 03/2016 du 15 novembre 2016 mettant le projet d'élaboration du PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 17 novembre au 22 décembre 2016 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 10 janvier 2017 ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et l'avis des personnes publiques consultées nécessitent quelques modifications du projet qui ne portent pas atteinte à l'économie générale du dossier soumis à l'enquête publique.

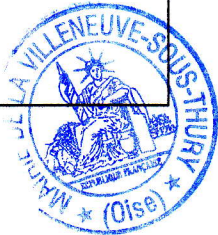
**Après avoir entendu l'exposé du maire
le conseil municipal après avoir délibéré**

Considérant que les modifications proposées ne remettent pas en cause l'économie générale du plan local d'urbanisme soumis à l'enquête publique

Décide, avec 7 voix pour, 1 voix contre et aucune abstention,

- d'apporter certaines modifications demandées
- par les personnes publiques,
- au cours de l'enquête publique
qui sont —
- reportées au tableau annexe joint
en vue de l'approbation du plan local d'urbanisme

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le **13.03.17**
et affichée le **09.03.17**
Le Maire .



Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme.

Le Maire : Bertrand OURY



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers
en exercice : 10
Présents : 8
Représentés : 0
Votants : 8

Séance du 02 mars 2017

Date de convocation
16 février 2017

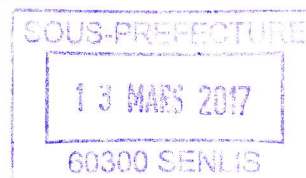
L'an deux mille dix-sept, le 02 mars à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bertrand OURY, Maire.

Objet de la délibération :
**Elaboration du plan local
d'urbanisme**
APPROBATION

Etaient présents : M. OURY Bertrand, M. DAUBRESSE Daniel, Mme PHILIPPE Valérie, Mme BAPTISTA Cathy, Mme PAVEAU TARDIEU Marie-Pier, M BERTIN Arnaud, M. PATORA Christian et Mme VALLET Patricia, Conseillers municipaux, formant la majorité en exercice.

Excusés : Mme DUCA Céline, M. FAROT Teddy

A été désigné secrétaire de séance : Mme PHILIPPE Valérie



Monsieur le Maire,

- rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le plan local d'urbanisme a été élaboré - - précise qu'il convient maintenant de mettre en œuvre la procédure d'approbation, que préalablement à son approbation quelques modifications suites à la consultation des personnes publiques et à l'enquête publique ont été apportées par délibération du conseil municipal de ce jour.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L123-1 et suivants (L.151-1 et suivants et L.153-8 et suivants depuis janvier 2016), R 123-1 et suivants (r.151-1 et suivants et R.153-1 et suivants depuis janvier 2016),

vu la délibération municipale en date du 10 octobre 2013 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal et fixant les modalités de la concertation à engager avec la population,

Vu le débat organisé le 22 janvier 2015 au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables.

vu la délibération du Conseil Municipal en date du 07 avril 2016 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de plan local d'urbanisme ;

Vu les avis émis par les personnes publiques

Vu l'arrêté municipal n° 03/2016 du 15 novembre 2016 mettant le projet d'élaboration du PLU à enquête publique qui s'est déroulée du 17 novembre au 22 décembre 2016 inclus,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 10 janvier 2017

Vu la délibération de ce jour apportant quelques modifications au document

Considérant que le PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé,

Conformément à l'article L 123-10 (L.153-21 depuis janvier 2016) du code de l'urbanisme,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE avec 7 voix pour, 1 voix contre et aucune abstention:

- d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération *et*
 - d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire
 - de soumettre les clôtures à déclaration préalable
- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département
- le PLU approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.

La présente délibération du conseil municipal deviendra exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du plan local d'urbanisme, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications.

après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus

Le Maire soussigné certifie
le caractère exécutoire de la
présente délibération reçue à
la Sous-Préfecture le **13.03.17**
et affichée le **09.03.17**

Le Maire



Fait en séance les jour, mois et an susdits,
Extrait certifié conforme.

Le Maire : Bertrand OURY

